

Le *travailleu* alpin

Résister, vivre ensemble autrement

n°294 • décembre 2019
3€

FONTAINE. JEAN-PAUL TROVERO CANDIDAT

L'actuel maire conduira une liste à l'élection municipale.

 P.4

SINTERTECH. UN FUTUR NÉCESSAIRE AU PAYS

Liquidée, cette entreprise travaille. Elle est indispensable

 P.7

LIGNE DES ALPES. MAINTENANT, DES ACTES

La ligne Grenoble-Veynes peut être sauvée

 P.9



RETRAITES. **LE GRAND BOND** **EN ARRIÈRE**

P.10-13

PLAN HÔPITAL: UN CAUTÈRE SUR UNE JAMBE DE BOIS





Sommaire

n°294 décembre 2019

DOSSIER

La bataille des retraites est engagée. Le projet Macron prévoit de faire payer plus, de travailler plus longtemps... en ignorant ce que sera le montant de sa pension. Reportage, témoignages.

10 à 13

SOCIAL

La lutte victorieuse des salariés d'un atelier de l'usine Arkema, à Jarrie.

6

VILLENEUVE DE GRENOBLE

Un référendum contre les démolitions. Qui exprime le refus d'une majorité de la population.

7

HOMMAGE

Un géant de l'alpinisme s'est éteint. L'histoire d'une ascension particulière au cours de laquelle Robert Paragot s'est fait une belle frayeur.

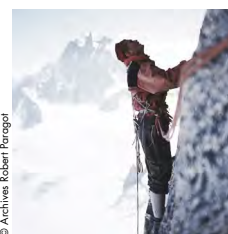
15



DR



DR



© Archives Robert Paragot

ÉDITO

RETRAITES : BIEN PLUS QU'UNE RÉFORME DE PLUS...

Macron veut réformer les retraites. Comme ses prédécesseurs, me direz-vous... En quinze ans, les allongements de durées de cotisations et report de l'âge de départ se sont succédés. Un sale coup de plus, donc.

Sauf qu'aujourd'hui, il ne s'agit pas de cela. Ce que nous prépare le gouvernement, c'est un véritable « big-bang », un renversement général.

La « retraite à points », c'est cotiser plus longtemps et partir plus tard. Mais c'est surtout une baisse généralisée des pensions - puisque calculées sur toute la carrière - et une incertitude complète sur leur montant - puisque la valeur du point ne sera pas garantie.

La nécessité n'est donc pas de convaincre que c'est une mauvaise réforme, mais bien de faire mesurer l'ampleur inédite de l'attaque : ni plus ni moins que l'abrogation d'un acquis social majeur du CNR pour les beaux yeux du patronat.

Les hésitations perceptibles dans la communication gouvernementale montrent qu'ils sont fébriles, faisons-les trembler en prenant la rue !

JÉRÉMIE GIONO
SECRÉTAIRE DÉPARTEMENTAL
DE LA FÉDÉRATION DU PCF DE L'ISÈRE

À lire sur :

TRAVAILLEUR-ALPIN.FR

SOCIAL. La manifestation du premier anniversaire du mouvement des gilets jaunes. • Sintertech, l'évolution du dossier au cours du mois de novembre

POLITIQUE. La campagne de David Queiros à Saint-Martin-d'Hères •

SOCIÉTÉ. Solidarité avec les Roms à Fontaine

• Le mois de l'économie sociale et solidaire

La défense des implantations de la CPAM

L'AGENDA DU MOUVEMENT SOCIAL...



DR

Mensuel édité par la fédération de l'Isère du PCF, créé en 1928

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : Annie David • **DIRECTEUR :** Pierre Labriet • **RÉDACTEUR EN CHEF :** Luc Renaud • **RÉDACTION :** Max Blanchard, Pierre-Jean Crespeau, Antonin Grandfond, Régine Hausermann, Sylvestre Huet, Claudine Kahane, Pierre Labriet, Jean-Claude Lamarche, Chloé Lebre, François Perez, Jean Rabaté, Luc Renaud, Édouard Schoene, Simone Torres, Van Meer, Louis Zaranski • **SITE INTERNET :** travailleur-alpin.fr • **JEUX :** Van Meer • **MAQUETTE & MISE EN PAGE :** www.ram-one.com, Van Meer, Luc Renaud • **COMMISSION PARITAIRE** 0905 P1 1377 ISSN 1247-6153 • **PUBLICITÉ :** Tél. 04 76 87 70 61 • **IMPRESSION :** RC Grenoble 56b 161 • **PRIX :** 3,00€ • **CONTACT :** tél. 04 76 87 70 61, télécopie 04 76 87 86 79, courriel redaction@travailleur-alpin.fr • **PHOTO DE COUVERTURE :** archives Luc Renaud



Le Travailleur alpin



@journal_LeTA

OCT 2019
-
OCT 2020

L'ENQUÊTE
mobilité
GRANDE RÉGION GRENOBLOISE



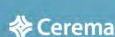
Parlez-nous
de vos déplacements,

PARTICIPEZ

À L'ENQUÊTE
MOBILITÉ!



Merci de réserver aux enquêteurs le meilleur accueil.
+ d'infos sur smtc-grenoble.org





Luc Renaud

Jean-Paul Trovero est candidat à l'élection municipale de Fontaine .

L'avenir avec les Portes du Vercors

LUC RENAUD

Un nouveau pôle de développement, c'est l'un des futurs avec la prochaine mandature de Jean-Paul Trovero.

L'avenir à Fontaine se conjugue avec les Portes du Vercors. Un projet qui est entré dans sa phase de réalisation avec de premiers travaux dès le début de l'année prochaine qui se poursuivront en tranches successives jusqu'en 2025. Ce sera la « polarité Nord-Ouest » de la métropole grenobloise avec un pôle de loisirs comprenant un cinéma multiplexe, huit cents logements dont un quart de logements sociaux, des activités économiques, le tout desservi par le tram et le métro câble.

« C'est le développement de

notre ville qui se joue là », note Jean-Paul Trovero, maire de Fontaine et candidat à sa succession.

Un gros dossier qui ne fait pas oublier d'autres réalisations qui interviendront dans les années qui viennent. Jean-Paul Trovero évoque l'investissement dans les bâtiments scolaires, la société publique locale de

Fontaine doit pouvoir compter sur ses élus à la Métro

restauration... « Nous avons divisé la dette par deux et nous allons pouvoir investir sans augmenter les impôts », se réjouit le maire.

Ce qui se fera de façon d'autant plus efficace pour

la ville et ses habitants que Fontaine sera entendue à la métropole. « Au conseil communautaire, Fontaine doit pouvoir compter sur des élus qui défendent les projets de la ville, ce qui n'a pas toujours été le cas ces dernières années », insiste Jean-Paul Trovero. Voter pour en conseil municipal et mettre des bâtons dans les roues à la Métro, ça n'aide pas.

C'est pourquoi la liste conduite par Jean-Paul Trovero se construit autour des projets pour Fontaine. « Nous sommes ouverts à toutes les bonnes volontés qui partagent les valeurs de notre ville. » Ce qui inclut le combat contre la haine que l'extrême-droite a tristement représentée à Fontaine.

Le débat est ouvert. Et toutes les idées d'avenir sont les bienvenues. ★

Un combat gagné contre le cancer

2019 aura été pour Jean-Paul Trovero l'année d'un combat victorieux contre le cancer. En plus d'une opération à un œil. « Sans les médecins, je serais mort », dit-il en souriant. Le traitement de la maladie a nécessité une hospitalisation de plusieurs semaines, au printemps. Hors cette parenthèse, jamais le maire de Fontaine ne s'est tenu éloigné du terrain et de ses habitants. « Je n'ai pas voulu en parler au moment cela s'est passé; je voulais rester disponible du mieux possible », dit-il simplement. Aujourd'hui, Jean-Paul Trovero a retrouvé la santé. C'était d'ailleurs une condition qu'il s'était imposée avant de briguer un nouveau mandat devant les Fontainois. « J'ai tenu le choc au moral; j'aime trop ma ville, et j'en suis fier. »

Procès

Condamné en première instance à un mois de prison avec sursis, Jean-Paul Trovero a fait appel de cette décision. « Quoiqu'il en soit, contrairement à ce qui avait été dit parfois, ma probité, mon honneur et le respect de ma famille ont été établis par la justice », se félicite Jean-Paul Trovero.

Compte-rendu de l'audience à lire sur travailleur-alpin.fr

Gouvernance

La direction municipale de Fontaine, c'est une équipe où tous les élus de la majorité ont une délégation. Ils participent ainsi tous à la prise de décision lors de la réunion hebdomadaire du bureau municipal. Un travail collectif dont se félicite Jean-Paul Trovero.



Au cours du mouvement de l'atelier dérivés chlorés d'Arkema Jarrie.

Chronique d'une lutte victorieuse

MAX BLANCHARD

Douze jours de grève et un succès sur les salaires, les conditions de travail... et la sécurité des installations.

Tout est parti d'un ras-le-bol des salariés de l'atelier « dérivés chlorés » d'Arkema Jarrie, au cœur de la plateforme chimique. « *Quand la demande commerciale est supérieure à la production, les ateliers ont du mal à s'accorder quelques jours d'arrêts supplémentaires pourtant bien nécessaires* », constatent les salariés. « *L'urgence est réalisée mais une quantité de choses qui n'ont pas été jugées prioritaires se sont accumulées pour deve-*

nir de véritables problèmes aujourd'hui ». Des alertes ont pourtant été lancées par la CGT et des promesses formulées par la direction, mais sans suite concrète.

Fin septembre, overdose. La sécurité est en danger. Un cahier de revendications sur les conditions d'hygiène et de sécurité est déposé, mentionnant une liste de travaux urgents à effectuer. En attendant leur réalisation, une demande de prime de 60 euros et de 15 minutes de récupération par poste est notifiée.

Les postés, outrés, se mettent en grève, demandant l'appui du syndicat CGT, suivis par l'ensemble du personnel de l'atelier. La direction persiste et convoque un

CSE (Comité social et économique depuis la réforme Macron) extraordinaire. Vu l'ordre du jour, l'inspecteur du travail y participe puis demande une inspection des ateliers. Son rapport confirme les anomalies exprimées par les équipes.

La direction rencontre les organisations syndicales et les salariés grévistes, agitant le chantage du risque économique de la

Vu l'ordre du jour, l'inspection du travail est présente

grève. Deuxième réunion extraordinaire du CSE : la direction indique préparer un plan, mais aucune précision n'est apportée, aucune réponse aux préoccupations des salariés n'est faite. Ces derniers proposent de descendre à cinq minutes leur récupération de poste. Impasse, tensions.

Finalement, le 11 octobre, après douze jours de grève, un plan d'action est accepté intégrant les revendications des salariés. Engagement est pris de le mettre en œuvre d'ici juin 2020. Si les délais ne sont pas tenus, la direction s'engage à de nouvelles discussions et à promouvoir une prime supplémentaire au prorata de ce qui restera à faire. Illico, de premiers travaux sont engagés et le travail ne reprendra que 10 jours plus tard pour permettre leur réalisation.

Comme l'écrit la CGT, « *il a fallu un mouvement de grande ampleur pour mettre officiellement le doigt sur nos faiblesses internes* ». C'est aussi la sécurité qui a gagné! ★



Luc Renaud

Arkema Jarrie

Historiquement spécialisée dans la fabrication et le traitement du chlore et de ses dérivés, l'usine Arkema de Jarrie est aujourd'hui la plus importante unité de production d'eau oxygénée du groupe en France. Ses produits sont principalement utilisés pour le blanchiment et la désinfection. Aujourd'hui propriété d'Arkema, l'usine de Jarrie, entre Vizille et Pont-de-Claix, compte un effectif de trois cent cinquante salariés. L'atelier Jarylec est un élément de l'ensemble du secteur de traitement des dérivés chlorés. Cet atelier est spécialisé dans la production des fluides caloporteurs. Il emploie une quarantaine de travailleurs, ouvriers et techniciens, dont vingt-sept postés.

Sintertech, un fleuron à reprendre

EDOUARD SCHOENE

Une entreprise liquidée où les salariés sont au travail... Reste à trouver une solution pérenne, après la fin de l'année 2019.

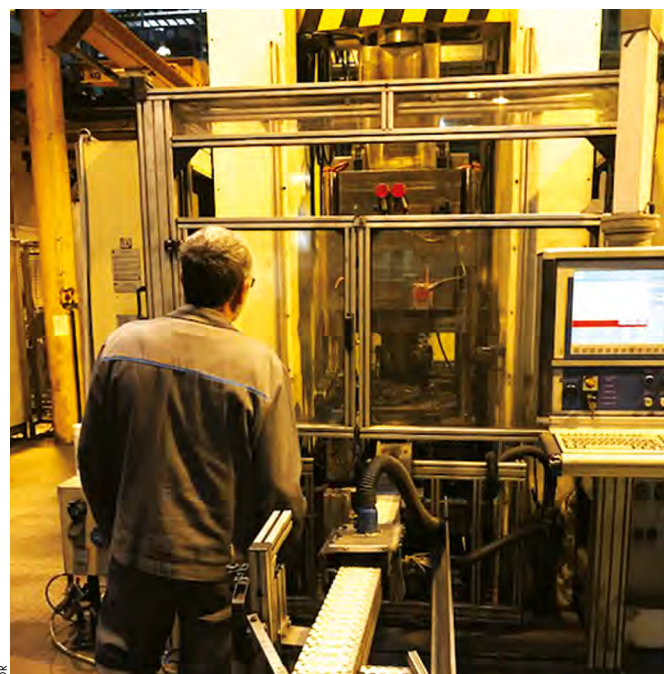
A Sintertech, la production a repris le 21 octobre. Tout juste après la liquidation judiciaire, prononcée le 15 octobre. Comment est-ce possible? Grâce à un accord signé entre les clients de l'entreprise, dont Renault, et la CGT. Accord validé par le tribunal de commerce.

Tout n'est pas réglé. Pour les 280 salariés des sites de Pont-de-Claix, Veurey et Oloron-Sainte-Marie dans les Pyrénées-Atlantiques, l'activité doit se prolonger jusqu'à la fin de l'année. L'attente est lourde pour salariés et CGT, dans la crainte d'une fermeture définitive le 31 décembre.

La feuille de paie d'octobre est tombée mi-novembre : prime exceptionnelle de 5000 euros bruts pour chaque salarié en application de l'accord. Mais une lettre de licenciements est parvenue aux salariés mi-novembre.

Un ouvrier salarié de Veurey (20 ans d'ancienneté) : « cette prime, ça motive! Mon salaire a plus que doublé. Nous travaillons au-

Rencontre décevante au ministère de l'Industrie



Le travail a repris dans les ateliers de Sintertech. Jusqu'à la fin du mois.

tant qu'avant et produisons avec la qualité qui s'impose. Le responsable d'atelier est là mais les cadres au-dessus ont disparu. Notre syndicat CGT est très mobilisé pour gagner un avenir à Sintertech en 2020. »

Une réunion a eu lieu le 15 novembre au ministère de l'Industrie. Bernard Etchemendy, délégué CGT du groupe, en est sorti dépité et déterminé. « *Aucun reprenneur n'était présent et aucun signe politique n'a été donné pour la reprise, si ce n'est une piste pour le site d'Oloron. Nous poursuivons nos efforts pour que la liquidation ne soit pas effective au 31 décembre, tandis que les trois sites répondent aux commandes en cours.* »

Les ateliers des trois sites produisent tandis que les patrons des clients cherchent des solutions futures... avec d'autres entreprises que Sintertech.

Le 28 octobre dernier, les syndicats CGT de Sintertech, Renault, PSA, la fédération CGT de la métallurgie appelaient à la construction d'une solution pérenne « *pour cette entreprise française unique* ».★

Le 21 octobre, le site du Travailleur alpin a été le premier média français qui annonçait la reprise de la production. Plusieurs articles ont depuis rendu compte de l'évolution de la situation. A retrouver sur travailleur-alpin.fr

Fabien Roussel écrit au ministre

Lors de son déplacement du 16 octobre à Grenoble, Fabien Roussel, député du Nord, secrétaire national du PCF a rencontré des salariés de Sintertech. Dans une lettre au ministre de l'Économie datée du 13 novembre, il écrit : « *Il faut aller maintenant au-delà d'un sauvetage conclu in-extremis. Des solutions pérennes doivent être recherchées pour conserver non seulement les emplois sur les sites concernés, mais aussi les savoir-faire indispensables à notre filière automobile* ».

Un silence assourdissant

Tous les spécialistes reconnaissent que Sintertech, seul fabricant de métaux frittés en France, seule société capable de répondre à des commandes de produits spéciaux pour l'industrie automobile, devrait avoir un avenir. Depuis la liquidation juridique du 15 octobre, les acteurs publics et privés restent pourtant silencieux : UIMM – le patronat de la métallurgie –, région, ministères, Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI), qui a pour mission d'aider les entreprises en difficulté à élaborer des solutions...

70%

des habitants ayant participé au référendum sont opposés aux démolitions à la Villeneuve. Ils revendiquent un « amendement réhabilitation », pour que la rénovation se fasse sans suppression de logements.

Une longue histoire

Déjà en novembre 2017, le collectif contre la démolition s'était mobilisé en s'emparant du dispositif d'interpellation citoyenne de la ville de Grenoble. Deux mille signatures avaient conduit, en juin 2018, à l'organisation d'un débat lors d'une réunion du conseil municipal. Mais l'annulation par le tribunal administratif du dispositif adopté par la commune de Grenoble a empêché la tenue du référendum tant attendu par les habitants. « On savait que les conditions posées par la mairie (*) rendaient la victoire impossible, mais on voulait un débat public sur ce sujet », témoigne une militante du collectif.

* Pour qu'il se traduise dans la réalité, la mairie de Grenoble exigeait qu'un référendum réunisse davantage d'électeurs que la liste du maire lors des municipales de 2014, avec un tiers de bureaux de vote en moins. L'ensemble des documents relatifs au référendum sont conservés par un chercheur en sociologie et disponibles à la consultation pour une durée de deux mois, comme pour les élections politiques, conformément à la réglementation de la Commission nationale informatique et libertés.

23%

C'est le taux de participation à ce référendum d'initiative citoyenne.

Un débat et un vote sur les démolitions

LOUIS ZARANSKI

Les habitants de la Villeneuve ont organisé un RIC sur les démolitions prévues dans le quartier.

Le 18 décembre 2018, Eric Piolle, maire de Grenoble, publiait une vidéo intitulée *Vive le RIC*. Début janvier 2019, les militants du collectif contre les démolitions ont accepté cette invitation et se sont réunis devant le conseil municipal au son de « *Éric un RIC* ». Appel resté lettre morte.

Las d'attendre, le collectif s'adresse à la « table de quartier », organisme qui regroupe associations et acteurs du quartier dans le cadre du dispositif de politique de la ville. En avril 2019 est acceptée la création d'un groupe de travail qui décide en juillet que « la table » n'organiserait pas ce référendum



28

mais qu'elle l'accompagnera.

Ce groupe de travail, réunissant défenseurs et op-

Ce sont les locataires qui paient le plus gros des rénovations

posants aux démolitions, organise une campagne d'information du 7 septembre au 12 octobre autour de la question : « *êtes-vous pour ou contre les démolitions de logements à l'Arlequin ?* »

526 suffrages ont été exprimés.

Deux débats contradictoires, des portes à portes... mettent en lumière que les plus gros contributeurs de l'opération de rénovation urbaine sont les locataires, par le biais de leur loyer. L'adage « qui paie décide » donne donc raison aux partisans de la démocratie et légitime ce référendum, alors même que les partisans des démolitions se font de plus en plus discrets et que les élus municipaux pratiquent la politique de la chaise vide. ★



29

La voix des habitants

Du lundi 14 au dimanche 20 octobre, c'est le vote. Pendant une semaine, trois bureaux de vote permettent à tous les habitants de l'Arlequin âgés de plus de 18 ans de se prononcer, avec des conditions de vote similaires à celles des élections politiques, sous

le regard attentif d'une douzaine de scrutateurs, journalistes et universitaires. Ce vote a réuni 526 suffrages sur les 2276 personnes appelées à se prononcer (soit une participation comparable à celle des européennes), et le résultat est sans appel : 70% des habitants se sont prononcés contre les démolitions, 25% s'y sont déclarés favorable, et 5% ont fait le choix de ne pas se prononcer. La balle est dans le camp de la mairie, qui ne pourra guère ignorer plus longtemps la voix des habitants.



Maintenant, il faut signer un papier

LUC RENAUD

Des annonces, rien d'autre. Le temps passe et l'échéance approche : la fermeture de la ligne des Alpes dans un an. Sauf si...

C'était en 2016. La SNCF indiquait que, faute d'entretien, la ligne Grenoble Veynes serait fermée en décembre 2020. Depuis? Et bien rien.

Rien, mais beaucoup en même temps : depuis la mobilisation ne cesse de grandir. Le Collectif de l'étoile ferroviaire de Veynes organise les manifestations - le 9 novembre dernier, par exemple -, étudie les dossiers, propose... « Une mobilisation très large, d'une grande diversité d'opinions », témoigne Stéphane Coulon, secrétaire du syndicat CGT de Grenoble, syndicat membre du collectif.

Mobilisation qui a suscité des engagements de la région, de l'État, du département... restés pour l'heure virtuels. « Le gouvernement et la majorité parlementaire refusent d'assumer la fermeture de la ligne. » Les déclarations se succèdent. Le secrétaire d'État, Jean-Baptiste Djebbari, en est une sorte de champion. Le 19 septembre, dans les colonnes du *Dauphi-*

**Ligne SNCF
Grenoble
Veynes,
une décision
politique,
rien d'autre**



Luc Renaud

Stéphane Coulon, secrétaire du syndicat CGT des cheminots de Grenoble..

né libéré, il indiquait même que le passage du train de nuit Paris Briançon par Grenoble et Veynes le temps des travaux dans la Drôme était à l'étude. Ce qui n'a jamais été le cas à la SNCF.

Autre champion, le député LREM des Hautes-Alpes, Joël Graud. « Il est clair que SNCF Réseau fait des pieds et des mains pour ne pas réaliser les travaux d'urgence », écrivait le député le 23 octobre dernier. « Ce qui est clair, commente Stéphane Coulon, c'est que la SNCF attend la signature d'une convention État, collectivités, SNCF qui fixerait les engagements financiers de cha-

cun ». Or, les promesses n'ont été formulés que par voie de presse. Et puis c'est bien le gouvernement qui nomme la direction de la SNCF et décide d'investir. Ou pas. « Les élus de la majorité prétendent dénoncer les choix gouvernementaux en chargeant la SNCF du rôle du méchant; leur présence dans les manifestations du 9 novembre était irréaliste », note Stéphane Coulon.

Reste l'urgence de ce mois de décembre : la signature d'une convention de financement. Le reste, c'est de la poudre aux yeux. ★

L'argent est là

Le coût des travaux sur la voie, connu depuis quatre ans, c'est un peu plus de 50 millions d'euros. Plus 20 en option, si l'on veut refaire la signalisation pour augmenter le nombre de trains - à comparer avec les 56,3 millions investis par le seul département de l'Isère sur la RD 1075 et les 170 millions de l'État attendus sur les RN 85 et RD 1075. Mais ces 50 plus 20, c'est pour une réfection totale. L'urgence, c'est 18 millions, notamment sur la voie à Saint-Martin-de-la-Cluse, à réaliser en 2020 ou 2021, indique la SNCF. La décision appartient au gouvernement. Selon les annonces effectuées (parfois variables), l'État financerait 10 millions d'euros de travaux; la région 6 millions; la métropole 2. Sur le papier, l'argent est là.



Luc Renaud



À l'université, dans les labos, les services et les amphis ...



La mobilisation pour la défense du droit à la retraite a commencé. Avant les manifestations du 5 décembre, elle s'est organisée dans les entreprises et les services publics. C'était aussi le cas dans l'éducation nationale et à l'université. Reportage sur les rencontres qui ont eu lieu fin novembre à l'initiative de différentes organisations syndicales.

CLAUDINE KAHANE

En ce mercredi 20 novembre, les personnels du laboratoire d'astrophysique ne sont pas très nombreux à avoir pu se libérer pour la petite séance d'information organisée par une militante de la FSU. Mais les questions fusent tout au long de la présentation et les remarques témoignent d'une opposition de plus en plus forte à ce projet :

– “ Mais qui donc peut avoir intérêt à ce système ? ”

– “ Les organismes financiers qui vont proposer des compléments de retraite par capitalisation, pardi ! ”

– “ Si j'ai bien compris, on demande aux seuls retraités de subir le coût de l'augmentation de leur nombre. Où est la solidarité inter-générationnelle ? ”

– “ Rassure-toi, tout le monde va souffrir ; les actifs aussi, avec l'allongement de leur temps de travail, avec leur baisse de revenu disponible s'ils veulent mettre de l'argent de côté pour la retraite, avec l'incertitude totale sur ce que sera la valeur du point quand ils partiront... ”

– “ Et une fois de plus, les femmes vont trinquer encore plus que les hommes ! ”.

NOUVELLE RENCONTRE, ORGANISÉE PAR FO CETTE FOIS-CI, jeudi 21 dans un amphi de l'ex-université Stendhal. Et même travail de fourni pour informer les personnels de ce qui se prépare si la mobilisation contre le projet n'est pas à la hauteur. La discussion sur le contexte, des mobilisations des gilets jaunes depuis un an jusqu'à la grève des internes occupe une partie de la discussion. Plusieurs interventions soulignent aussi à quel point les niveaux de salaire et les conditions de travail se sont dégradés à l'université. Clairement, le projet de retraites à points apparaît à tous comme une nouvelle attaque contre notre système de protection sociale.

Le débat s'oriente ensuite sur la nécessité de déconstruire les effets d'annonce. Ainsi, une participante, après avoir précisé qu'elle devra attendre d'avoir 67 ans pour partir à la retraite sans décote dans le système actuel, affirme non sans malice : “ Donc si moi, on me présente le projet de retraite à points en me disant que je pourrai partir à 64 ans sans décote, je suis pour ! ”

À l'université de Grenoble, même si le gros enjeu de la préparation des élections des conseils du très grand établissement qui sera créé

le 1er janvier 2020 mobilise le temps et l'énergie des militants syndicaux (nous en reparlerons), la CGT, la FSU et FO multiplient les réunions d'information. Tous les formats sont mis à profit, depuis les rencontres à petits effectifs, au niveau des laboratoires ou des services, jusqu'à des assemblées générales des personnels à l'échelle de l'université, telle celle qui s'est tenue le 28 novembre dernier à l'appel des trois centrales.

UNE MOBILISATION QUI S'ÉLARGIT au sein de l'éducation nationale. Le 15 octobre, la FSU a rassemblé plus d'une centaine d'enseignants syndiqués de l'académie de Grenoble (du primaire et du secondaire principalement) sur le campus de la Brunerie à Voiron en présence de Bernard Friot, sociologue et économiste et de Benoît Teste, secrétaire général adjoint national du SNES-FSU. Les échanges, qui ont porté tant sur le projet de retraites par points que sur les alternatives et même sur une autre vision de la distinction activité professionnelle-retraite, ont été animés et fructueux.

Munis des nombreux outils de communication et d'information fournis par leurs organisations syndicales (tracts, revues, diaporamas, simulateurs...) les militants s'activent à informer leurs collègues et à les

Un mouvement qui met en lumière une série de régressions

mobiliser pour la journée du 5 décembre. Le projet de retraite à points est gros de dangers pour les retraités (actuels et futurs) dont les revenus fondraient dramatiquement, pour les actifs qui ne pourraient que voir leur âge de départ en retraite reculer. Une régression sociale dans notre pays qui toucherait tous les secteurs, privés comme publics.

Dans l'amphi Stendhal, ce 21 novembre, l'heure d'information syndicale se termine et les participants se dispersent en se promettant de diffuser autour d'eux les analyses et les constats partagés lors de cette rencontre... et se donnent rendez-vous le 5 décembre... mais pas dans un amphi cette fois-ci! ★

En collaboration avec les unions départementales CGT, FSU, Solidaires et FO, le Travailleur alpin vient de publier un numéro spécial de douze pages sur le projet de retraite à points. En vente un euro auprès des militants syndicaux et du PCF, ainsi que sur le site travailleur-alpin.fr A ne pas manquer... et à faire connaître.

Comment le projet Macron va encore d

Témoignages, parmi d'autres. Ce qu'ils décrivent, c'est une situation difficile, dégradée au fil des réformes. Mais aussi ce que représente de grand bond en arrière le projet Macron qui poursuit décidément un seul objectif : baisser le montant des retraites.

LUC RENAUD



Camille Peyruchaud,
PROFESSEUR DES
ÉCOLES, SNU-IPP FSU

En devenant professeurs des écoles, les instituteurs ont vu leurs salaires un peu augmentés. Du même coup, il ont « gagné » cinq ans de travail supplémentaires. Comme tous les fonctionnaires et comme les salariés du privé, ils partent aujourd'hui à 62 ans... à bac plus 5 et 43 ans de versement de cotisation – pour les générations d'après 1972. Le projet Macron intègre l'ensemble de la carrière au calcul du montant de la retraite : ce calcul intégrera par conséquent les salaires de début de carrière, 1,3 SMIC, soit 1 200 euros pour un professeur des écoles qui arrive dans le métier.

Quant à l'intégration annoncée des primes des fonctionnaires, elle ne concerne pas les enseignants : pas plus de 6% de primes pour un professeur des écoles. Conséquence, avec le projet Macron, la retraite des enseignants baissera. Conscient de cette « difficulté », le gouvernement annonce une revalorisation salariale qui prendra « cinq, dix ou quinze ans », annonce Jean-Paul Delevoye.

La FSU demande notamment la prise en compte des périodes de formation dans le calcul des droits à la retraite et l'amé-

lioration de la situation des polypensionnés en étendant aux fonctionnaires les mécanismes de proratisation existant au régime général.



Isabelle Beddelem,
FACTRICE, SUD PTT

Six licenciements pour inaptitude dans un centre qui compte quarante facteurs dans le Nord Isère. « La pénibilité du travail, ça se mesure aussi à ça », note Isabelle Deddelem. En cause, notamment, le poids transporté, qui tourne autour de plus d'une trentaine de kilos par tournée. Des tournées qui s'allongent à mesure de leur regroupement. Le travail six jours sur sept et les après-midi travaillées, depuis la réorganisation du tri qui a retardé la prise de service des facteurs.

Pour un salaire de 1 400 euros nets « au bout de 29 ans de boîte », dans une entreprise où les fonctionnaires sont désormais minoritaires (48%) et où toutes les embauches sont réalisées sur contrats privés. « Une bonne réforme des retraites, ce serait une réforme qui prendrait en compte la pénibilité et qui accompagnerait la revalorisation des salaires ».



Stéphane Coulon
TECHNICIEN, CGT
CHEMINOTS

L'espérance de vie des cheminots est inférieure de quatre ans à la moyenne. Plus encore pour ceux qui travaillent postés. « Dans mon établissement, sur plus de cinq cents agents, ceux qui travaillent dans les horaires de bureaux ne représentent que 14% de l'effectif. » De quoi comprendre les raisons du bien-fondé d'un départ à la retraite anticipé. Qui n'est d'ailleurs

que très relatif. Un mécano (conducteur de train) travaille en horaires constamment décalés, sans rythme de vie stable possible. Il pourrait théoriquement partir à 52 ans à taux plein (ce qui concerne les seuls cheminots « roulants »)... à condition d'avoir commencé à travailler à neuf ans s'il est né après 1972.

Des « avantages » qui n'en sont pas – entre autres exemples, la cotisation prélevée sur le bulletin de salaire des cheminots est supérieure à celle des salariés du privé. Pas d'avantages non plus côté salaires, guère supérieurs au SMIC pour un technicien en début de carrière..

Et pour les cheminots comme pour d'autres professions, le système des points Macron serait tout à la fois le choix entre le travail à vie ou la misère à la retraite et la disparition de la moindre reconnaissance de conditions de travail très spécifiques.



Corinne Gomez et Chantal Nadi,
DÉLÉGUÉES CGT À
L'ADPA

L'association Accompagner à domicile pour préserver l'autonomie, ce sont quelque 650 salariés, des femmes à 95%. Qui ne choisissent pas ce métier par hasard : « je voulais être utile », dit Corinne Gomez. Et qui n'en sont pas toujours récompensés. « Mes collègues arrivées à 60 ans, elles n'en peuvent plus ». La pénibilité, elle est physique – il faut déplacer les personnes, se baisser pour le ménage, courir entre deux visites... –, psychologique aussi – la confrontation avec le vieillissement, le stress de la sonnerie du téléphone cinq minutes avant la fin de la visite... Pour des salaires dans la branche qui peinent à dépasser le SMIC

égrader des retraites déjà abîmées

au bout de 20 ans d'ancienneté et des horaires qui peuvent être modifiés la veille...

Ce qui, aujourd'hui, donne des retraites de 600 à 900 euros pour une majorité des salariés. Demain, avec les points Macron? « Je ne vois pas comment ce serait possible de travailler encore plus longtemps dans ce métier », s'indigne Chantal Nadi.



Mathilde Unger, SYNDICAT SOLIDAIRES DES PRÉCAIRES

Premier licenciement économique en 1974, enchaînement de périodes de chômage et de contrats à durée déterminés - à l'Éducation nationale entre autres - Mathilde Unger est aujourd'hui retraitée... à la recherche d'un emploi. La précarité, elle en connaît un rayon et ce n'est pas un hasard si elle s'est investie dans un syndicat qui regroupe des travailleurs précaires ainsi que dans l'association Droit au logement.

Ce qu'elle retient du projet Macron? D'abord que « les générations auxquelles ce projet pourraient être appliquées sont celles qui ont commencé à connaître la précarité à grande échelle ». Ce qui implique des « trous » dans les périodes de cotisations, par exemple pendant les durées travaillées dans les contrats aidés qui se succèdent maintenant depuis des décennies. Des points retraites qui manqueront à l'appel. Ensuite, et c'est lié, que ce projet est particulièrement dur aux femmes. « Même si les choses évoluent un peu, le salaire des femmes a très longtemps été considéré comme un salaire d'appoint : leurs carrières professionnelles sont plus souvent interrompue, ne serait-ce parce que c'est logiquement du plus petit salaire dont on accepte de se priver, sans compter les maternités et

les temps partiels imposés... » Et que l'égalité salariale progresse serait une bonne chose à condition que ce ne soit pas en tirant les salaires masculins vers le bas.



Sophie Corbier, KINÉ, CGT HÔPITAL

« Les ASH, ce qui les pousse, c'est la conscience professionnelle ». Et pas l'âge de départ passé en 2010 de 55 à 57 ans et de 60 à 62 ans pour une retraite à taux plein. Tout comme les infirmières : quand on fait des études à bac plus 3, on peut commencer à travailler à 21 ans au plus tôt. Et donc parvenir à 43 ans de cotisation à 64 ans pour une retraite à taux plein. 57 ans, à l'hôpital comme ailleurs, c'est théorique.

Ce qui l'est moins, c'est le niveau des salaires, le SMIC et une prime dite de 13e mois, en fait une prime de présentéisme qui diminue en fonction du nombre de jours d'arrêt de maladie... ou de grève.

La prise en compte de l'ensemble de la carrière pour fixer le niveau de la pension en points, ce serait un recul majeur de plus. A l'hôpital, ça finit par faire beaucoup.



Jérémie Fortoul, ÉTUDIANT EN GÉOGRAPHIE, SECRÉTAIRE DE L'UEC GRENOBLE

« Les retraites, ce sont mes premières manif avec mes grands-parents, j'avais dix ans ». Nous n'avons pas tous la même approche de l'actualité... C'est tellement loin, quand on a dix-neuf ans.

Mais ça devient beaucoup plus proche quand on évoque la précarité à laquelle

sont contraints les étudiants : « c'est le même combat ». Pas de cotisations pendant les études, au cours des stages et des petits boulots...

De même que celui pour l'égalité femmes hommes : « le projet Macron et les "points partiels" qui vont avec le temps partiel, ce sont majoritairement les femmes ». Alors, « même si nous parlons plus d'écologie que des retraites, il y a une sensibilité sur ce sujet qui se développe et c'est toujours le choix entre les profits et l'espèce humaine sur terre qui est posé, pour les retraites ou autre chose ».



Nadia Salhi, CGT ST MICRO CROLLES

« Dans la métallurgie, les salariés sont souvent confrontés à des conditions de travail pénibles, ne serait-ce que le travail posté, dans mon entreprise par exemple. » Ces situations doivent évidemment être prises en compte par les régimes de retraite.

Pour cela, comme pour financer la retraite à 60 ans à taux plein, les moyens financiers existent. « L'égalité salariale femmes/hommes rapporterait 5,5 milliards à la Sécurité sociale. Taxer les dividendes à 14%, ce serait 30 milliards de ressources supplémentaires. La lutte contre la fraude aux cotisations sociales, encore plusieurs milliards d'euros. Sans parler de la lutte contre le chômage : une baisse à 7,4% à l'horizon 2022 - 10 milliards de plus - ou de la suppression des exonérations de cotisations qui ont pris la suite du CICE, 20 milliards. »

De quoi répondre à la simple exigence d'une retraite digne pour tous. Bien sûr, il faut pour cela s'attaquer aux coûts du capital que supporte la collectivité... ★

Les astrophysiciens grenoblois sur la même planète que les Nobel

CLAUDINE KAHANE

Le prix Nobel de physique a été attribué cette année à Michel Mayor et Didier Queloz pour la découverte des exoplanètes. Des scientifiques qui ne sont pas inconnus au laboratoire d'astrophysique de Grenoble...

L'existence de planètes en dehors du système solaire est une conviction scientifique depuis près de 400 ans. Copernic avait montré que la Terre tourne autour du Soleil, une étoile comme une autre. La voie était ouverte. En revanche, la possibilité technologique de prouver l'existence d'exoplanètes s'est fait attendre. La découverte de la première d'entre elles – 51 Peg B(*) –, par Michel Mayor et Didier Queloz (son étudiant à l'époque) date de 1995. « *Un tel délai entre une conviction scientifique bien établie et sa preuve expérimentale est, note Xavier Delfosse, sans doute un cas rare.* »

Cette découverte est tout sauf un hasard : ce sont les travaux en astrophysique de Michel Mayor et sa stratégie de développement de techniques instrumentales qui ont permis cette détection avec le télescope de l'observatoire de Haute-Provence.

EN 1995, LA COLLABORATION avec des chercheurs de l'Institut de planétologie et d'astrophysique de Grenoble (IPAG) avait démarré. C'est ainsi que Xavier Delfosse avait croisé Michel Mayor qui, avant même l'annonce officielle de la découverte, n'avait pu s'empêcher de lui faire partager son enthousiasme ! Cette première exoplanète est du type « Jupiter chaud » (une



Claudine Kahane

Xavier Delfosse, astronome à l'IPAG. Sur son écran, une vue d'artiste de la surface de la planète Gliese 667C c qui gravite autour d'une étoile plus froide et donc plus rouge que notre Soleil.

grosse planète proche de son étoile) et sa détection a été faite par une méthode indirecte – dite de vitesse radiale – où l'on observe les effets produits par la planète sur le mouvement de l'étoile.

LA DÉCOUVERTE de la deuxième exoplanète par l'équipe de Michel Mayor a été le fruit des observations de Xavier Delfosse, qui travaillait à l'époque à l'observatoire de Genève. Depuis, les collaborations de l'IPAG avec Michel Mayor sont restées très actives. Et c'est une

Les planètes en zone habitable, un thème exploré à Grenoble

grande satisfaction pour les Grenoblois que de voir reconnus les travaux de Michel Mayor. « *Ce prix Nobel était espéré depuis plusieurs années ; il nous fait d'autant plus plaisir que c'est un grand scientifique doté de belles qualités humaines* », souligne Xavier Delfosse

LES PROGRÈS expérimentaux ont permis, depuis la fin des années 1990, une explosion des découvertes. A ce jour, près de 4000 planètes extra-solaires ont été détectées. Elles présentent des caractéristiques très diverses par leurs masses, leurs distances à leur étoile, les propriétés de leur « soleil ». Aujourd'hui, le sujet des planètes dites "en zone habitable", où de l'eau liquide pourrait être présente, est très actif. C'est le cœur du programme de recherche pluri-disciplinaire *Origin of Life*, impliquant des chercheurs de l'IPAG et de l'Université de Grenoble, que dirige Xavier Delfosse.

« *Grâce aux nouveaux télescopes, des découvertes majeures sur les exoplanètes, comme la détection d'eau liquide et la composition des atmosphères, auront lieu dans un avenir proche* », nous promet Xavier Delfosse ! ★

(*) Ce nom signifie que la planète tourne autour de l'étoile n° 51 de la constellation Pégase

La belle peur du Piolet d'or

JEAN RABATÉ

Robert Paragot, décoré du Piolet d'or à Grenoble en 2012, est mort le 24 octobre. Auteur de nombreuses « premières », vainqueur de plusieurs plus hauts sommets du monde, c'est à l'aiguille du Midi qu'il connut sa plus grande peur.

Fils d'un paysan reconverti en ouvrier manutentionnaire dans la banlieue parisienne, rien ne prédestinait Robert Paragot, né en 1927 dans la Beauce, à recevoir la plus haute distinction en matière d'alpinisme 85 ans plus tard ! Réparateur de machines à écrire, c'est après la libération que « parcourant la campagne avec copains et copines nous avons découvert la forêt de Fontainebleau, ses rochers et... le b-a-ba de l'alpinisme ». C'est d'abord un amusement. Mais il se prend au jeu, s'entraîne avec les grimpeurs du club de la Régie Renault, témoigne de qualités exceptionnelles. Il découvre les Alpes en 1950. La suite ? Une succession d'exploits... réalisés, souligne-t-il toujours, avec ses copains de cordées. L'ascension que j'évoque ici n'est pas de ses courses les plus prestigieuses. À son issue, Robert me déclara simplement : « je n'ai jamais connu une telle trouille ».

NOUS SOMMES EN AVRIL 1963. Pionniers de la télévision, Pierre Sabbagh et Alexandre Tarta se sont mis en tête de diffuser une ascension en direct, pour la première fois au monde. Ils ont choisi l'aiguille du Midi à Chamonix. Huit alpinistes (1) ont accepté le défi. Quinze tonnes de matériel sont transportées pour installer une régie à 3842 mètres d'altitude. Les répétitions se succèdent sans problème, par une météo relativement clémente.

Le jour J, hélas ! vent violent, froid glacial, chute de neige... Ce qui devait être pour ces alpinistes chevronnés une escalade « dans

« Plus
jamais
ça »



© Archives Robert Paragot

Robert Paragot en mai 1963, après l'ascension de l'aiguille du Midi.

un fauteuil » devenait un piège. Sabbagh et Tarta envisagèrent de renoncer à cette Eurovision attendue par quelque 60 millions de téléspectateurs. L'aiguille restait verglacée, les fissures enneigées. Les huit as de l'alpinisme eux-mêmes hésitaient à se lancer. Guido Magnone estimait : « c'est très dangereux. Il serait prudent de renoncer... ».

ILS S'ÉLANCÈRENT POURTANT, Paragot en tête, le 29 avril à 17 h 15. C'est aux côtés de Sabbagh et Tarta que j'ai suivi leurs efforts pour l'*Humanité-Dimanche*, en tremblant pour eux. Car si dans la régie nous souffrions du froid, Robert et ses camarades – certains porteurs d'une lourde caméra – devaient agripper mains nues au roc verglacé. Dehors nous glissions à chaque pas mais dispositions d'une barrière, eux n'avaient que le vide...

Leur engagement, ils le tinrent. Quelques minutes avant la fin de l'émission, Paragot était filmé à califourchon sur le sommet.

« Plus jamais ça ! », me dira-t-

il plus tard. Il avait réalisé, explique son amie Sophie Cuenot en conclusion du livre qu'ils écrivirent (2), que « parmi les aléas d'une vie de grimpeur, il y en a un qu'il rejette. C'est cette prise de risque inconsidérée, cette façon de faire de la montagne pour d'autres motifs que son propre plaisir, la gloire ou l'argent par exemple ». En temps normal, ajoute-t-elle, « jamais il n'aurait poursuivi cette ascension. Mais il pensait à l'équipe mobilisée pour cette émission, et il a eu peur de décevoir ».



(1) Robert Paragot, Guido Magnone, Joe Brown, René Demaison, Pierre Tairraz, René Vernadet, Maurice Giquel, Georges Payot.

(2) Paris Camp de base (Sophie Cuenot et Robert Paragot, Editions Guérin) vous fera participer aux expéditions de très grands alpinistes. Elle vous permettra aussi de découvrir l'homme Paragot, sa fidélité à ses origines ouvrières. Le tout orné de la gouaille du poulbot parisien qu'il n'a jamais abandonnée.

Sur travailleur-alpin.fr, la version intégrale de ce témoignage.

Le patronat local organise son emprise sur le sport

FRANÇOIS PEREZ

Comment le sport et ses valeurs sont désormais mis à contribution dans la gestion des ressources humaines... Sauf que l'entreprise n'est pas un jeu et que l'issue du match n'y est pas incertaine.

Le Cercle 1892 tire son nom du Cercle athlétique du lycée Champollion qui fut le premier club omnisports fondé à cette date à Grenoble. Le cercle 1892 a été relancé voici une quinzaine d'années dans le but de regrouper des entreprises locales pour offrir un sponsorship à l'équipe première du FCG-rugby, dont les joueurs sont passés du statut amateur à celui de professionnel.

DEPUIS DEUX ANS, LE CERCLE 1892 et son collectif d'entreprises a pris la décision d'apporter son appui financier à divers autres sports afin, dit son président Hervé Senebier, « d'aider à leur développement ». « Nous voulons, ajoute M. Senebier, mettre en concordance l'image des entreprises avec les valeurs véhiculées par le sport et les sportifs ». Souvent citées, ces valeurs évoquent l'engagement, le dévouement, le sacrifice, le respect, le soutien, la solidarité, l'exigence et, surtout, le dépassement de soi.

Vertus à usage multiple que l'employeur utilise dans le même registre que tout coach devant son équipe avant un match. Sauf que la journée de travail dure plus longtemps qu'une épreuve



La saison hivernale va s'ouvrir. Les sports de glisse sont toujours plus coûteux aux familles.

sportive et elle est plus rarement ludique. Non, l'entreprise n'est pas un jeu, ni un spectacle offert. Même liée au sport, elle est le lieu où s'exerce la soumission et l'exploitation du travail salarié. Les profits ne sont pas partagés comme on partage un résultat.

L'IRRUPTION DES FINANCEMENTS patronaux dans le sport est d'autant plus recherchée par les dirigeants que le financement public du sport s'amenuise. Ce retrait de l'État qui ne cesse de privatiser

« Les clubs sportifs sont aujourd'hui en plein désarroi »

et marchandiser tout ce qui peut l'être, est dénoncé par les dirigeants sportifs.

Dans une tribune publiée le 4 novembre par *L'Équipe*, le Comité national olympique et sportif français (CNOSF)

déclare : « ...les clubs sportifs sont aujourd'hui en plein désarroi. Ils ont vécu très douloureusement, au lendemain de l'attribution à la France de l'organisation des jeux Olympiques et paralympiques à Paris en 2024, la diminution de plus de 20% du budget qui leur était consacré par l'État, accompagné de l'annonce de la diminution sévère des emplois aidés. Ces deux décisions ont eu des répercussions très fortes sur leur fonctionnement et leurs projets... »

LE RETRAIT DE L'ÉTAT et l'amputation des budgets des communes affectent le sport et poussent les dirigeants à rechercher des substituts privés.

Si éducateurs, parents, licenciés ne veulent pas d'une société où seuls les plus fortunés peuvent pratiquer le sport de leur choix, alors ils doivent se mobiliser. Le sport reste un droit à conquérir pas à privatiser. ★

Stéphane Bern en colère

Dans son intervention à l'Assemblée nationale, dans le cadre de la discussion sur le budget de la culture, Marie-Georges Buffet prend acte de sa légère augmentation prévue pour 2020 mais déplore un budget consacré à la conservation et à la restauration du patrimoine qui dépasse à peine 300 millions d'euros et une action en matière de patrimoine reposant essentiellement sur le mécénat. Elle déclare: « *Le loto du patrimoine, avec l'engagement de Stéphane Bern, est un autre marqueur de ce manque de moyens* ».

Dans le projet de loi de finances rectificative 2019, le gouvernement avait prévu d'annuler 25 millions de crédits de la culture. Le Loto du patrimoine de son côté devrait rapporter 22 millions d'euros. Troublante coïncidence! Ce qui a mis Stéphane Bern en colère. Il a donc passé

Les collectivités locales assument 70% des crédits publics à la culture

un coup de fil à Jupiter qui n'était pas au courant. Ne présiderait-il plus le conseil des ministres ? Toujours est-il qu'éclairé par Stéphane, Jupiter a aussitôt réagi. Et les députés et sénateurs ont voté le dégel de 21 millions d'euros pour permettre aux collectivités territoriales de répondre aux demandes d'entretien et de restauration des monuments historiques. Stéphane est content! Pourtant, entre 25 millions annulés et 21 millions dégelés, il manque encore 4 millions. Où sont-ils passés?

Cette nouvelle péripétie donne à réfléchir, en particulier dans la perspective des

échéances municipales. Rappelons le, les collectivités, qui assument 70% des crédits publics à la culture, ont déjà perdu plusieurs milliards de dotations de l'Etat. Les élus locaux, territoriaux, peuvent espérer un léger mieux quand le budget de la culture de l'Etat est annoncé en légère augmentation, mais l'expérience montre qu'entre le budget voté et le budget réellement exécuté, il peut y avoir une différence résultant d'annulations de crédits, et qu'ainsi, un budget en légère augmentation peut devenir un budget en (légère) diminution.

La vigilance s'impose donc et, dans nos propositions programmatiques pour les prochaines élections municipales, nous devons affirmer notre volonté de défendre et améliorer les budgets de la culture et de continuer à réclamer le rétablissement et l'amélioration des dotations de l'Etat. ★

Lire

Notre sélection par Régine Hausermann

SALE GOSSE

MATHIEU PALAIN • L'ICONOCLASTE 2019

Le sale gosse, c'est Wilfried qui se fait renvoyer de la pépinière de l'AJ Auxerre – l'Association de la Jeunesse d'Auxerre – club de football réputé pour son centre de formation. Le voilà de retour à Ris-Orangis auprès d'Anna et Thierry, sa famille d'accueil. Wilfried, quinze ans, ne connaît pas sa mère, toxicomane, qui l'a abandonné à la naissance. Pas facile d'annoncer qu'il s'est fait virer, aux anciens copains. A Tomo, l'entraîneur croate, une « gloire » locale qui l'a repéré lors d'un tournoi de foot en salle,

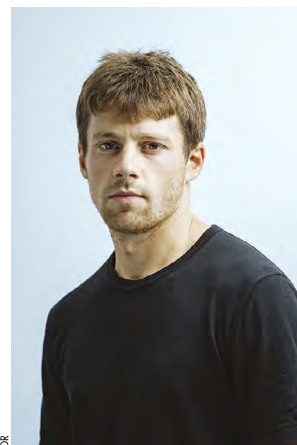
lorsqu'il avait cinq ans.

Ça se passe mal au collège. Wilfried est insolent, il ne fait rien, il traîne. Anna et Thierry sont débordés mais décident de l'adopter. Après toutes ces années. Mais il faut l'accord de Louise, la mère biologique, dont la situation s'est stabilisée et qui souhaite reprendre son fils. Le tribunal lui donne raison et Wilfried pète les plombs. Il s'enfuit, se réfugie chez un copain. Sans argent, il agresse une jeune femme pour lui voler les 150 € qu'elle vient de retirer au distributeur. Il la traîne par terre, il est arrêté, confié à la PJJ, envoyé dans un Centre éducatif fermé,

un CEF.

Le récit est éclaté comme la vie de Wilfried. En 2001, à l'ouverture du roman, Marc Winzembourg, éducateur à la Protection Judiciaire de la Jeunesse, est préoccupé par le placement d'un gamin de huit mois dont la « mère, vingt et un ans, vit avec un débile qui lui tapait dessus. »

Quarante pages plus loin, en 2015, on retrouve le gamin devenu grand, Wilfried, révolté, violent, autodestructeur. Autour de lui, les adultes qu'il fuit. Et ceux de la PJJ qu'il doit supporter. Parmi eux, Nina, Dounia, Nabil, Marc, Dounia qui emmène les jeunes du CEF dans les Pyrénées. Nabil qui les engage dans un tournoi de football inter-CEF. Et Nina, qui est entrée à la PJJ après huit ans de boulot « dans un entrepôt glacé » et des années de galère. L'objectif de Nina est de faire entendre aux gosses « qu'ils ont deux options, sachant



Mathieu Palain

les trucs pas marrants qu'ils ont vécus : soit ils se cachent derrière leurs parents alcooliques en se disant qu'ils finiront comme eux, soit ils se bougent parce qu'ils valent mieux que ça. »

Nina est une dure. Elle sait recevoir les coups, inévitables dans ce milieu, inévitables pour se faire accepter. Le contact finit par passer avec Wilfried, c'est



Kim Lefèvre à *Apostrophe*

ce qu'il explique à sa copine Viviane : « Elle me comprend, il dit. C'est une daronne et tout, mais...c'est comme si elle était une sorte de tante et que j'étais le neveu qui a perdu ses parents dans un accident. Elle se dit : « J'ai pas le droit de le laisser tomber. » Tu vois ? »

Mathieu Palain s'est d'abord rêvé footballeur, puis prof de sport, et finalement c'est un livre publié en 2006 qui l'a guidé vers le journalisme. La Méprise - l'affaire d'Outreau - reportage de Florence Aubenas, prenait parti en faveur des accusés et expliquait en quatrième de couverture « pourquoi et comment la justice avait déraillé ». Cette année-là, Mathieu Palain avait 18 ans, il était en colère contre les médias après les avoir vus débouler, à Ris-Orangis, où il est né, comme on va faire la guerre, avec fixeurs et gilets pare-balles. Cinq ans plus tard, il était journaliste à Libération.

Pendant six mois, Mathieu Palain est resté en immersion dans un CEF. Il a rencontré les personnages de son livre et a décidé d'en faire un roman. « Dans ce monde, il y a des éducateurs qui sont payés environ 1 500 euros par mois, ce qui n'est pas énorme pour sauver des vies et surtout sauver les vies des enfants qui ne sont pas les vôtres, qui vous

insultent, qui vous frappent. Ces enfants demandent qu'on s'implique à 200% pour les sortir de l'enfer dans lesquels ils sont plongés. »

Son livre est aussi un hommage à son père, éducateur à la PJJ qui ne parlait jamais de son travail. Cette immersion dans le monde des jeunes délinquants était aussi une façon de comprendre le métier du père, de lui demander de le raconter.

MÉTISSE BLANCHE

KIM LEFÈVRE • PHÉBUS-LIBRETTO, POCHE

Kim Lefèvre est née en 1935 en Indochine, au temps de la colonisation française. Son « pedigree » pour reprendre un titre de Modiano est celui d'une « bâtarde » : père militaire français, mère tonkinoise. Père enfui, mère stigmatisée par son entourage.

Autour d'elle le mépris et la honte : de son grand-père parce qu'elle est fille de l'ennemi, de son oncle qui conseille à sa mère de l'abandonner. Après un séjour à l'orphelinat réservé aux enfants métisses, elle revient à la maison et subit le silence du mari de sa mère pour qui elle est transparente. Car en plus d'être métisse, elle est fille ! Mais l'enfant s'accroche,

s'adapte aux divers endroits où on la place, essaie de s'intégrer, s'occupe de ses sœurs mais se retrouve toujours seule, bâtarde. Jusqu'au jour où elle découvre le plaisir des études et l'amour du français. Enfin des adultes lui tendent la main. Elle passe le bac, obtient une bourse et quitte l'Indochine pour Paris et la Sorbonne. La libération, mais la souffrance toujours, et une difficile relation au pays et à la famille.

En 1989, elle publie *Métisse blanche*, un premier roman autobiographique qui raconte ses vingt premières années. Succès immédiat après son entretien avec Bernard Pivot dans l'émission *Apostrophes*.

J'ai d'abord découvert Kim Lefèvre comme traductrice de Nguyen Huy Thiep, Duong Thu Huong ou Phan Thi Vang Anh

lorsque je me suis fortement intéressée au Vietnam depuis le début des années 2000. J'y séjourne trois mois chaque année comme formatrice de français. C'est donc un pays que je connais bien, à travers ses femmes surtout, puisque je suis surtout entourée de femmes professeuses.

Métisse blanche est un livre très fort qui permet de mieux pénétrer encore l'esprit d'un pays.

Dans *Retour à la saison des pluies*, Kim Lefèvre retrace son retour au Vietnam, trente ans plus tard. Elle est maintenant française, comédienne, écrivaine, traductrice et mère à son tour mais les blessures passées sont tellement fortes que c'est un retour douloureux.

Hanoi, le 20 novembre

LOGEMENTS NEUFS + QUALITÉ

= trignat.fr

Gilles TRIGNAT RESIDENCES



L'horloge et le pantin



Vivian Maier - 1959



Vivian Maier - Autoportrait



Piano sur le fil



Femmes des années 1940

Sortir

VARIATION(S)

Rachid Ouramdane, Chorégraphe du Centre coréographique national de Grenoble (CCN2), nous offre une création où s'exprime un duo de danseurs, Ruben Sanchez et Annie Hanauer. Dans cette pièce la musique marie une partition rythmée et répétitive créée par le danseur, virtuose des claquettes et des percussions corporelles, et une autre partition découlant de la première sur laquelle la danseuse s'exprime alors, générant un mouvement continu, comme un écoulement sans fin, qui enveloppe le spectateur.

A la MC2 à Grenoble,

les 11,12 et 13 décembre.

LINDA VISTA

SAN DIEGO-CALIFORNIA

Dominique Pitoiset met en scène cette oeuvre théâtrale de Tracy Letts, auteur états-unien, traduit par Daniel Loazza. Wheeler, au tournant de la cinquantaine et en instance de divorce, voudrait rester un éternel adolescent. Après un désastre sentimental, il porte un regard lucide sur son

âge et sa relation aux femmes et se retrouve complètement déboussolé. L'auteur dresse un portrait acide des Etats-Unis de Donald Trump et d'une génération baba-cool désorientée. Une comédie truculente et amère.

A la MC2 à Grenoble,

les 11,12,13 et 14 décembre

PIANO SUR LE FIL

Gaëtan Levêque, metteur en scène, nous propose ce concert-cirque, original et exceptionnel, au cours duquel le virtuose franco-libanais Bachar Mar Khalfé joue au piano et chante des morceaux, tirés de son répertoire, auxquels répondent les acrobaties des artistes du Plus petit cirque du monde. Portés et danse acrobatiques, fil, mât chinois, trampoline, répondent aux envolées lyriques du musicien et nous transportent dans un univers magique et poétique. C'est un spectacle rare, enchanteur, un moment de grâce à ne pas manquer.

A La Rampe,

le 17 décembre

L'HORLOGE ET LE PANTIN

C'est une création musicale du

groupe de métal grenoblois Aupex associé à l'orchestre et aux chœurs du Voironnais avec l'orchestre des campus de Grenoble. En tout, 500 choristes et 130 musiciens pour remonter avec Pantin le cours de sa vie qui s'achève, de l'hiver au printemps, de la vieillesse à la jeunesse.

Un spectacle monté avec les jeunes des écoles de musique du pays Voironnais, qui nous conte le temps révolu d'une vie qui s'éteint. Un spectacle musical très original.

Au Grand Angle à Voiron,

le 11 janvier à 20h et le 12 janvier à 15h30

Expositions

VIVIAN MAIER, STREET PHOTOGRAPHER

L'EXTRAORDINAIRE DANS L'ORDINAIRE

Née en 1926 à New York d'une mère française et d'un père autrichien d'origine, Vivian Maier est entrée au panthéon des photographes les plus remarquables de la photographie de rue. Inconnue de son vivant, elle a vécu comme gouvernante et nourrice à domicile à New York

et à Chicago où elle est morte en 2009. C'est en 2007 qu'elle a été découverte comme photographe auteure d'une oeuvre considérable. On connaît d'elle aujourd'hui autour de 150 000 images, et des films en 8 et 16 mm. Une oeuvre qui est loin d'être entièrement explorée à ce jour. C'en est donc une toute petite partie qui compose cette exposition où l'on verra des photos de rue des Etats-Unis, mais aussi du Champsaur et de Grenoble. C'est une exposition exceptionnelle à ne pas manquer.

Au Musée de l'Ancien Evêché à Grenoble,

jusqu'au 15 mars 2020

Entrez, c'est gratuit!

FEMMES DES ANNÉES 1940

Exposition centrée sur l'histoire des femmes iséroises dans la période de la seconde guerre mondiale. Alors qu'elles sont ordinairement oubliées de l'Histoire, elles sont ici évoquées à travers leur engagement quotidien, leur positionnement pendant cette période trouble et dramatique. De nombreux documents, photographies, témoignages... sont ici présentés pour la première fois. C'est une exposition conçue en partenariat avec l'Office National des Anciens Combattants et victimes de guerre.

Au Musée de la Résistance et de la Déportation à Grenoble,

jusqu'au 18 mai 2020

Entrez, c'est gratuit!

Face au danger, sachons faire converger les luttes

MARIE-CHRISTINE VERGIAT
Députée européenne honoraire GUE/NGL

Le procédé est maintenant connu. Lorsque la colère gronde, il est temps d'agiter les questions migratoires. Au mépris de toute réalité. Indigne et dangereux.

Au moment où vous lirez ces lignes, le 5 décembre sera passé et nous saurons si nous avons pu faire coaguler les colères.

Car oui, nous l'espérons : il est temps de mettre un frein à cette arrogance et à ce cynisme, à cet écart grandissant entre les plus précaires et les mieux pourvus, et aussi entre les beaux discours « humanistes » et les actes de régression dans tous les domaines dont la criminalisation du mouvement social et la répression à l'égard des gilets jaunes sont symptomatiques.

EMMANUEL MACRON, EN VISITE à Amiens fin novembre, a dit à des étudiants combien la diminution des 5 euros d'APL, en début de septennat, lui collait à la peau. Oui monsieur le président, cette mesure, et bien d'autres, vous colle à la peau car vous n'avez pas imaginé l'importance que pouvait représenter 5 euros de moins quand on ne peut plus boucler ses fins de mois alors que pour vous, ce n'est rien. Et ce, alors que vous supprimez l'essentiel de l'ISF.

Comme votre cote de popularité est au plus mal, vous cherchez à alimenter les haines et les peurs alors que c'est



Les priorités des Français sont l'environnement, le pouvoir d'achat et l'avenir du système social. Pas l'immigration.

la question environnementale qui est la première préoccupation des Français, suivie par celle du pouvoir d'achat, de l'avenir du système social et de la montée des inégalités. Seuls les électeurs de la droite et de l'extrême placent l'immigration en première priorité.

Pire, vous avez instrumentalisé les assassinats à la préfecture de police de Paris pour agiter les fantasmes alors même qu'il semble que le tueur a plutôt été pris d'un « délire mystique et suicidaire ». Et on aurait aimé que vous soyez aussi ré-

Tenir la main d'une petite fille

actif lors de l'attentat contre la mosquée de Bayonne.

VOTRE PREMIER MINISTRE et votre ministre de l'Intérieur en ont rajouté en définissant comme signaux faibles de radicalisation le port de la barbe, des

changements physiques, vestimentaires et alimentaires, ou encore le repli sur soi. Les services de police vont être débordés par l'analyse des dits signalements !

LE SUMMUM A ÉTÉ ATTEINT par le ministre de l'Éducation qui donne comme exemple de radicalisation « des petits garçons qui refusent de tenir la main d'une petite fille ». Comment s'étonner qu'une phase d'islamophobie se soit emparée du pays si l'exemple vient d'en haut ? Au moins peut-on se féliciter que nombreux soient ceux qui refusent de voir la laïcité instrumentalisée à l'encontre d'une partie de la société française.

Emmanuel Macron en courant après les voix du RN joue les pompiers pyromanes. Il serait temps pour les gauches de se rassembler face au danger comme elles ont su le faire en 1936 ; les écarts entre les uns et les autres étaient alors bien plus profonds. ★



Le train, raconté par les cheminots

La coopérative Dire le travail vient de publier un livre, *Le train comme vous ne l'avez jamais lu - Paroles de cheminots*.

Cet ouvrage est une plongée au cœur de l'univers fascinant des trains, dans le tourbillon des usagers qui vont et viennent devant les guichets et se perdent parfois sur les quais. Nous guider derrière le décor, dans quelques-uns des bureaux et ateliers où s'organise la vie quotidienne des agents de la SNCF : c'est le voyage proposé par ce livre, à l'heure où le chemin de fer se privatise.

192 p. - 16 euros - Les Éditions de l'Atelier www.editionsatelier.com Sous la coordination de Christine Depigny-Huet et Pierre Madiot.

Expo Picasso

Plus de 40 personnes ont participé à la visite guidée organisée par la S2LH le 2 novembre au musée de Grenoble. Au fil de l'exposition, nous avons été invités à progresser dans ces années de guerre que Picasso a passées en France. N'hésitez pas à aller voir cette exposition!

La disparition de Maurice Point-Rivoire

Ce militant de la CGT avait débuté sa carrière à Caterpillar avant de rejoindre Dragon, à Fontaine. Il était secrétaire du syndicat territorial CGT des métaux dans les années 80.

Après des responsabilités à l'UL et à l'UD, il est deve-

nu premier responsable de l'union syndicale des retraités de l'Isère en 1997. C'était quelqu'un de désintéressé, discret, toujours disponible et très efficace. Quelqu'un sur qui on pouvait toujours compter et apprécié de tous.

Marius Marais

Martine Barrionuevo vint de consacrer un livre à son grand-père, Marius Marais, maire de Frogès après la Libération, *Marius Marais, l'homme, le militant, le maire de Frogès*. Elle y retranscrit les cahiers écrits par Marius Marais. Ouvrage disponible auprès de l'auteure.

La disparition d'Isabelle Pons-Favier

Après un long combat contre la maladie, Isabelle nous a quittés.

Isabelle a commencé à militer au sein de la Jeunesse communiste puis secrétaire de l'Union des étudiants communistes du milieu des années 80 au début des années 90. Elle militera aussi à l'UNEF. Elle rentrera à la Mairie d'Echirolles au début des années 90 au sein du service scolaire.

Isabelle a accompagné des jeunes équipes de militants dans leurs nouvelles responsabilités. Elle sera la cheville ouvrière du syndicat CGT en même temps que militante communiste. Isabelle exercera aussi des responsabilités départementales comme membre de la CE de l'UD. Chacun se rappellera d'Isabelle comme quelqu'un d'attachant, ayant le sourire et le rire facile.



Luc Renaud

Prolongations pour la fête

Les militants de la fête du TA se sont retrouvés pour une soirée conviviale à la fédération du PCF. L'occasion d'un bilan (celui des brûlures sur les tubes de cette année de canicule, par exemple) et de quelques perspectives. Et surtout d'un beau moment partagé, notamment pour ceux dont c'était la première. Ils reviendront !

Jaurès prend le train

Catherine Moulin, professeure d'histoire, membre de la société d'études jaurésiennes était à Vienne ce samedi 9 novembre, pour une conférence intitulée : « Jaurès, de trains en gares. »

Avant 1914, le réseau ferroviaire atteint son extension maximale avec près de 40000 kilomètres de voies et 360000 cheminots. La création de la police spéciale des chemins de fer (l'ancêtre des RG) souligne l'enjeu du réseau ferré dans la vie politique.

Jaurès utilise le train, comme de Grenoble à Vizille le 26 juin 1904, pour la fête du Bloc des Gauches. Le train constitue une interface entre l'action politique de Jaurès à Paris et en province.

Ses combats l'amène à la réflexion de la nationalisation et du droit de grève des cheminots.

La nationalisation est abordée en 1908 lors du rachat par l'Etat de la compagnie de l'Ouest.



ES

Jaurès critique les modalités de ce rachat, développe ses arguments en faveur de la nationalisation de l'ensemble du réseau ferroviaire et expose les formes que devraient prendre selon lui la gestion de ce service public..

Il prend fait et cause pour les cheminots et dénonce le projet de loi discuté en 1898 proposant de leur retirer le droit de grève au nom de la défense nationale. Cette mesure reviendrait à livrer les salariés à l'arbitraire des compagnies, un coup d'État contre les droits des travailleurs.

N'y aurait-il pas quelques ressemblances avec ce qui se passe de nos jours ?

Daniel Oriol

1. Le mouvement #metoo, les combats des féministes depuis plus de 30 ans, les témoignages courageux de plusieurs comédiennes ont eu un effet cette année : le mot **fémicide**, quasiment absent des médias il y a plus d'an, est utilisé dans quantité d'articles aujourd'hui.

2. Plus que de lutter pour une question de vocabulaire, ou encore d'écriture inclusive, le mot **fémicide** permet de désigner un meurtre de femme réalisé dans le but de tuer une femme parce qu'elle est une femme. En ce sens, la société française a évolué dans la médiatisation de ces drames. Le gouvernement doit encore progresser, la police et la justice aussi.

3. L'expression « **violences faites aux femmes** », même si elle désigne bien le phénomène, n'est pour autant pas complètement satisfaisante, pour deux raisons. La première raison est qu'elle désigne la victime plus que le criminel. Comme souvent dans les processus de communication, les mots apposés sont malheureusement associés.

6. L'intérêt de l'expression « **violences machistes** » est qu'elle permet de désigner les hommes, qui sont de manière ultra majoritaires les auteurs de violence aux femmes, mais aussi de désigner le processus politique du patriarcat, avec le mot **machiste**.

« **Violences faites aux femmes : comment en finir avec les féminicides ?** »

LEPARISIEN.FR

22 NOVEMBRE 2019

5. Les Espagnol-es utilisent une autre expression, plutôt que « **violence faites aux femmes** » c'est le mot « **violences machistes** » que les médias et les militantes utilisent.

4. Utiliser le mot de « **violences masculines** » a l'intérêt de désigner le criminel, plus que la victime, mais il ne permet pas de désigner le processus politique.

Chaque mois le Travailleur Alpin décrypte un « **élément de langage** » ou une « **stratégie d'image** » masquant une déformation de la réalité, un embellissement, une orientation... Bref une possible tentative de manipulation. Un mot vous paraît intoxicant ? Envoyez-nous le à redaction@travailleur-alpin.fr

À retrouver :

- LABORATOIRE
- UNIVERSITÉ
- SERVICE
- AMPHITHÉÂTRE
- DROITS
- RETRAITE
- RÉGRESSION
- FSU
- CGT
- PROFESSEUR
- CHEMINOT
- FACTEUR
- PRÉCAIRE
- SOLIDAIRE
- HÔPITAL
- ÉTUDIANT
- ÉGALITÉ

S E Z B L V D V O R E T I L A G E B Y L
 Ç G N O H O Ç N D E J E T U D I A N T P
 I G Z T R P K I P T C Z I R E H M F F G
 M F Q L G S E S R R H I V Y M R A E S L
 J U S H P C S Y E A M B V E N C R S P G
 Z Ç G B U W M L C I G I T R T Ç K L T C
 J F Y L A B O R A T O I R E E E P I T P
 E I S E N O Q J I E S Q U A Z S R L R K
 B U A H S S Y B R R H R W M C X B W N Z
 T P W T O N I M E H C D A P S U N G A L
 P Q R J F D R V V T R M J H O L L E M K
 V V Q O K Y I G E O H T S I L Y A Z F D
 D V R U F N Z A I D V Ç U T I A T T Q B
 X E Ç X U E Ç T O V O U N H D I I U V F
 R E G R E S S I O N F N M E A Y P Q X Ç
 Y B K F E J J S O J F D E A I O O V G C
 N Y Q H A F S L E O U Y V T R J H O G V
 N K N T J R U S F U V V C R E H O A P S
 Y R C K U D Z R E X R D C E Z W K E J G
 E A L Y C L G V C G F U G J C E P T Z V

Nous trouver en kiosque :

- Les Ecureuils Tabac-presse - 17, rue Gabriel Didier 38130 Echirolles
- Bar-restaurant « Le Square » - 3 square Docteur Léon-Martin 38000 Grenoble
- Fédération de l'Isère du PCF - 20, rue Émile Gueymard 38000 Grenoble

Abonnement annuel

- Vos coordonnées

Nom Prénom (*) :
 Adresse (*) :

 Code postal (*) : Ville (*) :
 Courriel - nécessaire pour recevoir le code d'accès au site(*) :

- Montant (*) :

Formule soutien 50,00 euros pour un an Formule classique 30,00 euros pour un an

Veuillez compléter les champs obligatoires (*) du formulaire, joindre un chèque du montant de la formule choisie à l'ordre du Travailleur alpin et adresser l'ensemble au Travailleur alpin, 20 rue Emile Gueymard - BP 1503, 38025, Grenoble Cedex.

Le (*) :

A (*) :

Signature (*) :

Marché DE NOËL

14 & 15
DÉC.

*Animations, restauration,
espaces associatifs et marchands*

Samedi 14 décembre

> de 10 h à 20 h

> 17 h 30

Grande parade de Noël

Dimanche 15 décembre

> de 10 h à 18 h

Place du Conseil national
de la Résistance

Consultez le programme
détaillé sur le site de la ville